

d'horloges, le fabricant d'instruments aratoires et le fabricant de boutons !

L'honorable ministre des finances nous a parlé des visites qu'il a faites ; mais il ne paraît pas s'être abouché avec plus d'une vingtaine de fabricants, du moins il n'a pas nommé plus d'une vingtaine de personnes avec lesquelles il ait eu des entretiens au sujet des manufactures du pays et de la politique fiscale qui doit fonder les industries du Canada ; ce sont ces vingt personnes, dont chacune est intéressée à ce système de spoliation, qui doivent contrôler les intérêts d'une Confédération composée de quatre millions d'âmes. L'année dernière les exportations du poisson pris en eau profonde se sont élevées à \$6,000,000, et ses produits à \$12,000,000. Quand donc les fabricants exporteront ils en pays étrangers pour une somme comme celle-là ?

M. L'Orateur, je suis d'avis qu'on a donné trop d'attention aux manufactures de notre pays. Cette politique fiscale est le produit illégitime des nécessités politiques du parti tory. Qu'est-ce qui nous a amené cette protection ? L'ancien ministre des finances n'y avait jamais rêvé, et pendant des années les chefs du parti conservateur n'y avaient pas songé non plus. La seule nécessité de cette politique, c'est qu'ils étaient hors du pouvoir et qu'ils voulaient y revenir. Ils parlèrent de la misère qui régnait dans le pays, et présentèrent au peuple cette panacée, cette médecine de charlatan, destinée à ne produire aucun bien.

Je ne pense pas me tromper sur ce point ; je sens que nous avons le droit de notre côté, et, pour ma part, je suis décidé à lutter jusqu'au bout. Je me soucie très peu de la majorité qui appuie le gouvernement dans cette Chambre ; les majorités n'ébranlent pas les hommes honnêtes et à principes ; voilà pourquoi je ne voulais rien dire sur cette question.

Mais jusqu'à quel point se sont réalisées les prédictions de l'honorable ministre des finances au sujet des ouvriers qui devaient rester dans le pays ? Je ne me rappelle pas avoir vu depuis quarante ans un aussi grand nombre d'hommes vigoureux quitter le Nouveau-Brunswick. Je ne suis pas assez injuste pour mettre cet exode sur le compte de la politique nationale. Je suis d'avis qu'il est le résultat de la dépression générale ; mais la politique nationale ne les a pas retenus

au pays, contrairement à ce qu'on nous promettait : sous ce rapport elle a complètement fait défaut. J'ai reçu une lettre d'un ami du comté de Carleton, l'un des meilleurs districts agricoles du Nouveau-Brunswick, dans laquelle il me dit que pas moins de mille jeunes gens vigoureux sont allés aux Etats-Unis.

Je n'en ai jamais eu un aussi grand nombre partis de mon comté ; et ils ont quitté Saint-Jean, non par centaines, mais par milliers, depuis que cette politique nationale est en opération. Ils sont allés où ils espèrent améliorer leur condition.

Sans doute, dans les circonstances ordinaires beaucoup partiraient et reviendraient, mais les amis de cette politique nous avaient dit qu'ils trouveraient du pain et de l'ouvrage pour tous. Pourtant ils savaient bien alors qu'elle n'aurait point cet effet, ou ils auraient du le savoir.

Je me souviens que l'honorable ministre des finances disait en réponse à une adresse qui lui était présentée à Saint-Andrews, N., B. : " Six mois après la victoire du parti conservateur, on trouvera de l'ouvrage pour chaque homme, femme et enfant de la ville." Que voulait-il dire par là ? moi, si je faisais des promesses, je les remplirais.

Ce discours a peut être influencé un grand nombre d'électeurs qui se sont imaginés que la nouvelle politique leur fournirait de l'ouvrage, du pain et des vêtements. Non-seulement elle ne leur a pas apporté de l'ouvrage, mais elle les obère de taxes : ils paient plus cher qu'auparavant tout ce qu'ils mangent, boivent et portent.

En ce qui concerne le comté de Charlotte et toute la province du Nouveau-Brunswick, je pense que cette politique a été funeste à tous les intérêts. Les pêcheries en ont souffert, aussi bien que les autres industries, et le gouvernement peut remercier sa bonne étoile que les prix se soient améliorés en Angleterre et aux Etats-Unis. C'est la seule chose dont nous ayons à nous réjouir. J'ai entendu des gens attribuer ce résultat à la politique nationale ; quoi ! cette assertion n'est pas plus absurde que bien d'autres avancées par les partisans du gouvernement.

La politique nationale a établi des entrepôts à calais, afin que les gros marchands de bois puissent y faire de bonnes opérations. Je ne connais pas un seul